

<https://www.elcorreo.eu.org/Inspections-de-l-AIEA-Le-Bresil-va-attendre-2005>

Inspections de l'AIEA : Le Brésil va attendre 2005

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : mercredi 5 mai 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

Rio de Janeiro, Le lundi 03 mai 2004

Le Brésil envisagera d'éventuelles inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de son programme nucléaire après la prochaine Conférence du Traité de non prolifération des armes (TNP) prévue en juin 2005, a annoncé lundi le ministre brésilien des Sciences et de la Technologie, Eduardo Campos.

« L'AIEA fait pression pour avoir accès au processus d'enrichissement d'uranium par centrifugeuses mais le gouvernement brésilien veut limiter les visites pour protéger la technologie nationale », a expliqué M. Campos lors d'une visite lundi de l'usine de Resende, près de Rio de Janeiro, consacrée à l'enrichissement de l'uranium.

Selon les autorités brésiliennes, cette usine en cours de construction est de type « commercial ». L'uranium produit sera « faiblement enrichi » et utilisé pour alimenter les centrales nucléaires d'Angra I et Angra II qui fournissent de l'énergie électrique. Actuellement, pour alimenter ses deux usines nucléaires, le Brésil doit envoyer son uranium au Canada, où il est transformé en gaz. Il est dirigé vers l'Europe, où il est enrichi avant de revenir au Brésil.

Début avril, le quotidien américain Washington Post avait indiqué que le Brésil avait refusé que des inspecteurs de l'Onu examinent les installations de Resende, au nom du secret de fabrication. Le journal américain laissait entendre que la production de l'usine pourrait être utilisée à des fins militaires. Le Brésil, signataire du Traité de non prolifération des armes (TNP), a confirmé la visite d'inspecteurs internationaux à l'usine de Resende en février et mars derniers et le fait qu'on leur avait refusé l'accès à la salle où sont installées les centrifugeuses qui produisent l'uranium enrichi.

Brasilia avait toutefois répété que le pays « respecte rigoureusement » les obligations imposées par tous les accords dans le domaine nucléaire dont il est signataire.